



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, **07 AOUT 2014**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

n°2014-276SANC-MD

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

A l'encontre de la Société GCA LOGISTICS à Rognac (13)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-7, L.171-8 et L.512-1, et L.541-22,

Vu l'arrêté préfectoral n°97-123/42-1991A du 14 janvier 1998, autorisant la Société GCA LOGISTICS à exploiter un stockage et un conditionnement de matières plastiques situés 91 montée des Pins ZI Nord 13340 Rognac,

Vu le dossier d'information déposé par la Société GCA Logistics le 2 décembre 2013, ainsi qu'une étude de dangers le 8 juillet 2014, en vu d'être autorisé à exploiter une unité de tri et de broyage des pneumatiques sur ce même site,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 juillet 2014, consécutif à sa visite inopinée du 8 juillet 2014, qui a constaté la présence d'un broyeur de pneumatiques mobile en activité,

Vu le procès verbal établi par l'inspection des installations classées le 21 juillet 2014 et transmis à Monsieur le Procureur de la République,

Vu l'avis de Monsieur le Sous-Préfet d'Istres le 24 juillet 2014,

Considérant que la Société GCA Logistics exerce une activité de broyage de pneumatiques sans disposer de l'autorisation préfectorale requise,

Considérant que la Société GCA Logistics réalise la collecte de pneumatiques usagés sans disposer de l'agrément requis, ce qui constitue un écart à l'arrêté ministériel du 8 décembre 2013 sur la collecte des pneumatiques usagés,

Considérant que suite aux écarts constatés le 8 juillet 2014 par l'inspecteur de l'environnement les remarques ont été portées à la connaissance de l'exploitant, à l'égard desquelles, ce dernier a formulé des observations le 10 juillet 2014, conformément à l'article L.171-6 du Code de l'Environnement,

Considérant la lettre adressée par Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement le 17 juillet 2014 à l'exploitant lui indiquant que les réponses aux fiches d'écarts constatées lors de sa visite d'inspection ne sont pas satisfaisantes, et feront l'objet d'une proposition de mise en demeure à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,

..../....

Considérant que le dossier partiel déposé par l'exploitant le 2 décembre 2013, complété le 8 juillet 2014, par une étude de dangers, pour présenter les modifications envisagées pour la mise en place de la plateforme de pneumatiques, ne permet pas en l'état d'évaluer les risques et nuisances visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'il a été constaté par l'inspecteur de l'environnement que les conditions de stockage des pneumatiques ne sont pas en adéquation avec les dispositions mentionnées dans le dossier de présentation déposé par l'exploitant le 2 décembre 2013, ainsi que dans l'étude de dangers,

Considérant que les hypothèses retenues dans l'étude de dangers (alvéoles de stockage en murs coupe feu, hauteur de stockage) pour les différentes modélisations qui permettaient de justifier d'un risque incendie limité ne sont pas remplies,

Considérant que de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement estime dans son rapport du 11 juillet 2014, que la modification apportée par l'exploitant est substantielle,

Considérant que ces modifications sont substantielles au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, qui précise : "que toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous éléments d'appréciation",

Considérant que les conditions d'exploitation sur le site sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'afin de prendre en compte cette nouvelle activité de broyage et de collecte de pneumatiques, l'exploitant doit déposer une nouvelle demande d'autorisation pour l'ensemble des activités exercées sur le site de Rognac,

Considérant qu'en application de l'article L.171-7, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets, et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application des dispositions du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine,

Considérant qu'en application de l'article L.171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La Société GCA Logistics dont le siège social est situé au 91 montée des Pins ZI Nord – 13340 Rognac, est mise en demeure de déposer au préfet des Bouches-du-Rhône, un dossier de demande d'autorisation pour l'ensemble des activités exercées sur le site de Rognac, dont le contenu est précisé aux articles R.512-2 à R.512-9 du code de l'environnement, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

ARTICLE 2

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la Société GCA LOGISTICS et publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 5

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Istres,
- Monsieur le Maire de Rognac,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe


Raphaëlle SIMEONI

